

## Document

### Comment l'euro est devenu une machine de guerre des États forts contre les pays moins compétitifs de l'UE

(atlantico.fr)

**22 février 2012**

L'Europe semble découvrir avec effroi qu'une monnaie unique accentue les disparités entre les États de la zone. Elle veut désormais les obliger à poursuivre une politique de stricte rigueur pour les empêcher de diverger. Mais une telle politique est incohérente par rapport aux principes mêmes de la monnaie unique car elle ôte "l'avantage" de la monnaie unique pour n'en garder que les inconvénients, jusqu'à la caricature d'ailleurs : l'assujettissement du plus faible, rendu justement plus faible par la monnaie unique.

**La monnaie unique accentue les divergences par la vertu même de l'homogénéité monétaire.** Elle permet aux avantages compétitifs de chaque pays de se valoriser pleinement : le fort industriellement valorise ses avantages pour l'avantage, en théorie, de la communauté entière rendue ainsi plus compétitive globalement. Chaque pays essaiera de faire ce qu'il sait faire de mieux. L'un fera de l'industrie son atout - l'Allemagne - et détruira donc l'industrie de l'autre pour que l'autre fasse mieux du tourisme ou des produits agricoles de qualité.

**Par ailleurs, la monnaie unique a l'avantage, certains diront l'inconvénient, de faire croître les salaires des pays les plus pauvres de la zone.** Cette augmentation est relative car le revenu par habitant et par an varie quand même de 15 000 à 35 000 euros. Mais la conséquence de cette augmentation est de rendre certains pays du Sud encore moins compétitifs.

Refuser les disparités de la zone euro, c'est refuser de fait l'euro et ses censés avantages, c'est refuser la monnaie unique qui ne peut fonctionner qu'avec la complémentarité des talents et donc la solidarité, pour n'en garder alors que les inconvénients : une machine de guerre du fort pour assujettir le faible, en l'obligeant par la récession et le chômage à l'équilibre de ses comptes. Calcul suicidaire, comme nous le constatons en Grèce, car la récession diminue aussi vite les recettes que les économies faites ; **la récession aboutit à une prise de contrôle encore plus évidente du plus fort sur le plus faible.**

Dans une zone à monnaie unique, les dévaluations ayant été rendues impossibles, le pays qui a peu d'avantages industriels se trouvera toujours en déficit de sa balance commerciale et *in fine* de sa balance des paiements, il s'endettera continuellement sans transferts. **C'est ce que refuse de voir l'Allemagne qui veut le beurre et l'argent du beurre : les avantages de l'euro, la fin des dévaluations compétitives des pays plus faibles, le beurre, mais aussi le refus de la solidarité, l'argent du beurre.**

Ne nous trompons pas, pourtant, **ce plan de refinancement ne règle rien à la situation de banqueroute dans laquelle se trouve la Grèce, il permet seulement de gagner du temps**, le tonneau est sans fond... Certes la Grèce peut être considérée responsable de cette situation de par son irresponsabilité mais il s'agit surtout de l'irresponsabilité de ses élites politiques et économiques qui ne sont pas sanctionnées mais protégées par ce système de survie ! Cette élite qui refuse de payer l'impôt, qui sort 80 milliards de la Grèce sous la complaisance de l'Union qui refuse tout contrôle des capitaux et qui ne perdra rien pour le moment alors que le peuple perd tout.... **II**

**est temps cependant d'aider véritablement la Grèce en y créant de nouvelles richesses par l'investissement rentable dans les secteurs vitaux pour son économie : l'énergie, les transports.** Pour l'aider à s'en sortir, il faut créer de nouvelles richesses et non détruire celles qui existent ! On en est là pour une raison simple : on a voulu sauver la finance et les élites qui ont failli non un pays et ses hommes.